

## BGE 13 I 429

Bundesgericht (BGE), 1887-01-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_13\\_I\\_429](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_13_I_429)

FR: ATF 13 I 429

IT: DTF 13 I 429

### Volltext

.i i I. i, 428 A Staatsrechtliche Entscheidungen. H. Abschnitt. Bundesgesetze. fönne. ~et bom 8Mur~bef!agten ~üätrunf angefü~tfe SKd. 4 SKbi. 2 beg @efeße~, we!d)er m3aaren~eid)en augfd)tieät, Die gegen Die guten Gitten \)prftoäen, beftimmt ~terübet nid)tg; Derfelbe be~ie~t fid) auf Die 'ßefd)affen~eit beg .8eid)en~, nid)t Der m3aare. ~ie ~rage ift ba~er ltad) Ginn unb @fift beß @efe~eß AU löfen . .8uniid)ft lönnte aug bem ~tiafd)\t1eigen beß @efeteß, baraug, baa Dagfelbe nid)t \)orid)reibt, eg fet yür \)er~ botene m3aaren beftimmten .8eid)en ber @intrag unb ~d)u~ 3u \)erfagen, gefolgert werben, baa aud) fold)e .8eid)en allgemeiu und ol)ne Unterfd)ieb ge;d)üßt Werben müäen. mllein biege wo~l AU weit. @g \t1itb bielmel)r feftu~aUen fein, Daa rÜt m3aaren, beren medrieb abfolut und im ganAen @ebiete Der @ibgenoffenfd)aft, fve~tell Durd) 'Bunbeggefe~, »erboten ift, ein rolarfenred)t nid)t er\t1orben \t1erben fann j Denn \t1enn bie med)tgornung ein IDlarfenred)t für Imartige, A. 'ß. febiglid) unj1ttlid)en .8wecren bienenDe, m3aaren anerfennen \t1ürbe, 10 träte fie, wie mit @runb geltenD gemad)t WetDen ift C\$tol)fer, med)t Deg rolarfenfd)ußeß, ~. 214) mit pd) felbft in m3iber~ fvrud). mnbetß \)er~äU eg fid) aber in 'Betreff \)on m3aaren, 'pie nid)t abfolut unb nid)t im ganhen @ebiete ber @idgenoffenfd)aft "erboten finb, fonbem beren mertrieb nur in einAelnen stantonen unterlagt ober nur mit befonberer jlaattid)er 'ße\t1illigung und bergleid)en erlaubt ift. .ßeid)en für berartige m3aaren fann ber ~d)u~ beß 'BunDeggefetieg mit @rund nid)t berfagt \t1erben. ~aß @efeß fd)lieät j1e nirgen'og aug unb ein innerer m3i'oerflrud) liegt in beren ~netfennung 'ourduug nid)t. ~er rolarfenbered). tigte fann ja bie etwa nötl)ige ftaatHd)e 'ße\t1illigung f~äter erwerben; er (unb ebenfo 'oer ?Jlad)a~mer feiner rolarfe) fann feine lffiaare in anbern stantonen oDer im ~u{Han'oe abfe13en, wo Der merfebr bamit o~ne m3eitere~ erlaubt ift u. . tu. (über bie ganAe ~r(lge bergleid)e stoI)lcr, am angefüI)rten Drte). @ß gel)t ba~er nid)t an, einer rolarfe ben bunbeggefetilid)en Gduß in einem \$anton beä~alb ~u \)er;agen, \t1eil nad) fantonalen ~oli3eigefel3en 'oer merfel)r mit ber betreibenDen m3aare unter jagt beöieI)ungg\t1eije nur beningt erlaubt tft. @in @ingtiij in 'oie ~oli3eigefetigung Der stantone wirb Durd) ben ~d)u~ fo{d)er IDlarfen llurd)aug nid)t bebingt. ~ag merbot beg ~anbelg mit 11. Obligationenrecht. Na 70 • 42ft ber m3aare bleibt \)öt'Hg int\lft j eg mus nur ber rolarfenbmd):: tigte gegen ?Jlad)a~mungen feiner rolade im betreffenben stan- ton, beffen @efe~gebung ein fold)eg merbot eutI)ätt, \t1ie in ber ganlen übrigen ~d)\t1ei.\ nad) IDlaugabe beg 'Bunbeggefetieß. gefd)üßt \t1erben. ?Jlid)t für bie grunnfiitlid)c ~rage 'oeg ~dußeß. ber rolarfe fonbern nur für ben ~d)abener;a13 1ft ber Umjlanb, baa bie m3aare im stantonggeMete bom rolarfenbmd)tigten niebt »erttieben \t1erben burfte, info fern \)on 'ßeDeutung, alg eg pd) um m3aaren I)anbelt, bie ber mad)aI)mer in biefem stanhm ab". gefeßt I)ut. ~iernad) erfd)eint benn alg ref)teftellt, bau bie bOt" inftanAHd)e @ntfd)eibung bag eiDgenö;~fd)e rolnrten;d)utige~ lum ?Jlad)tI)eile ber mefurrentin \)erle13t. ~emnad) I)at Daß 'Bunbeggerid)t erfannt: ~er ffiefmg tuirb alg begtÜnDet edlärt und eg wirb bemnad)- bie angefoct)ene @ntfd)eibung ber

~vvellationgfammer Deß. Dbergerid)teg beg stantong .8iitid) \)om 27. SK\)ril 1887 auf::  
 gel)cben. n. Obligationenrecht. - Droit des obligations. 70. Arrêt dt 11 Novembre 1887  
 dans la cause Rosset. Le sieur L. \)blinc, ci-devant domicilié à Neuchâtel, ac-  
 tuellement à Bale, a conclu le 31 Mars 1884 un contrat de bail avec Auguste Meuron, propriétaire, pour  
 un logement dans la maison que celui-ci possède à Neuchâtel. Ce bail, stipule pour le prix  
 de 650 francs par an, soit, jusqu'au 24 Juin 1887, a pris cours le 21 Juin 1884 pour une durée  
 de trois ans. A teneur de l'art. n de ce contrat. La sous-location était interdite sans le  
 consentement du propriétaire. . . . . Malgré cette disposition, le Sieur Mahn~, s  
 étant déclaré à quitter Neuchâtel ceda au recourant Henf! Rosset, par acte du 27 Octobre  
 1886, dont les effets remontent au 24 Juin, I 430 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. H.  
 Abschnitt. Bundesgesetze. précédent, son droit au bail ci-dessus, au! mêmes conditions.  
 Rosset entra dans le logement le 1<sup>er</sup> Decembre 1884 et paya le premier terme, soit semestre  
 de son loyer, à Noël 1886, sans avis de résiliation du bail, qui, aux termes du contrat, se  
 trouvait renouvelé pour une année par tacite re- l)onduction. Au mois de Mai 1887, Rosset  
 écrivit au représentant de l\leuron qu'il voulait quitter son logement. Le propriétaire refusa  
 son consentement, attendu que le bail se trouvait pro- longé jusqu'au 24 Juin 1888. l\lalgre  
 ce refus, Rosset déménagea le 19 Juin 1887 et alla s'installer dans un autre appartement  
 dans la maison Lam- belet, à Neuchâtel. A. Meuron ayant appris ce déménagement le  
 lendemain, "20 Juin, s'adressa au président du Tribunal de Neuchâtel aux fins d'ordonner, à  
 titre de mesures provisionnelles, con- formément aux art. HO, lettre g, C. P. C. et 1707 C.  
 C., la saisie en main du débiteur, de ses effets mobiliers et leur remise à la surveillance d'un  
 gardien judiciaire. Donnant suite à cette requête, le suppléant du président, par ordonnance  
 du 21 dit, prononça la saisie à titre de me- sures provisionnelles ou conservatoires, en  
 application des art. 1707 C. C., HO et suivants C. P. C., des meubles et effets mobiliers qui  
 garnissaient l'appartement du sieur Rosset dans la maison Meuron, et qui ont été transportés  
 dans la maison Lambelet. Par recours du 27 Juin 1887, le sieur Rosset a conclu à  
 l'annulation de cette ordonnance par la Cour de Cassation civile. Par arrêt du 25 Juillet sui-  
 vant, cette Cour écarta le recours par les motifs ci-après : En ordonnant la saisie attaquée, le  
 président du Tribunal a agi dans les limites de sa compétence. et rien ne lui inter-  
 disait de viser les dispositions de l'article 1707 C. O., qui n'est point abrogé. Rosset s'est subrogé aux  
 engagements de Maline, et l'acte de bail est devenu titre exécutoire contre lui, comme il  
 l'était contre le cedant, avant sa cession. II. Obligationenrecht. N° 10. 4. 11 Le 30 Juin 1887,  
 Meuron introduisit, conformément à l'art. 115 C. P. C., soit dans les sept jours de l'  
 ordonnance de saisie, une action contre Rosset, pour le contraindre à se reconnaître son  
 débiteur des termes du bail échu et à échoir. Il n'a toutefois point été statué jusqu'ici SUI  
 cette action, .Rosset ayant, sous date du 7 Septembre écoulé, déposé au Tribunal fédéral un  
 recours de droit public contre l'arrêt de la Cour de cassation du 25 Juillet précédent, et  
 obtenu, par ordonnance du président du Tribunal de ceans du 21 Septembre, la suspension  
 de la prédite action civile jusqu'au jugement sur son recours. Dans ce recours, le sieur  
 Rosset conclut à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral: a) Dire que les dispositions de l'art.  
 1707 C. C. sont con- traire à celles proclamées par les art. 294 et suivants C. O. ; .qu'elles  
 sont abrogées ainsi de fait par la promulgation de ce dernier code; b) Annuler des lors  
 l'arrêt de la Cour de Cassation du 25 Juillet 1887, ainsi que l'ordonnance du président du  
 21 Juin précédent, autorisant la saisie provisionnelle basée sur le droit de suite. Le  
 recourant se fonde en substance sur les motifs ci-après: La saisie provisionnelle se base  
 uniquement sur l'art. 1707 C. C.; Or cet article est abrogé par le code fédéral des obli-  
 gations, lequel doit être appliqué en la cause. Le jugement neuchâtois. ayant fait

application du droit cantonal a une matiere exclusivement regie par le droit föderal, a viole l'art. 64 de la constitution federale. Dans sa reponse, A. Meuron conteste que la saisie provisionnelle repose sur l'art. 1707 C. C. ; elle a ete introduite aux termes des arts. 108, 109 et HO C. P. C. Il en resulte que le Tribunal federal est incompetent, attendu qu'il s'agit d'une question de procedure qui est du domaine cantonal. Rosset n'a, en outre, point qualite pour soulever la question de l'abrogation de l'art. 1707 C. C., c'est au nouveau propriétaire Lambelet, détenteur des meubles saisis, auquel la saisie a ete notifiée le 22 JUIN. Enfin l'arr. XIII-1887 30 432 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. H. Abschnitt. Bundesgesetze. l'art. 1707 n'est pas abrogé par la legislation federale, ainsi que le pretend le recourant. Statuant sur ces faits et considerant en droit : 1° C'est tout d'abord a tort que la partie opposante au recours conteste au sieur Rosset qualite pour soulever la question d'applicabilite de l'art. 1707 C. C. en la cause : en effet la demande de deplacer les meubles saisis est dirigée contre le propriétaire des dits meubles, soit contre H. Rosset, lequel a des lors vocation pour contester la validite de la saisie provisionnelle dont il s'agit. 2° Cette saisie ne peut impliquer, ainsi que le pretend le recourant, une violation de l'art. 64 de la Constitution federale. Cet article, en effet, qui se borne a consacrer le droit de legislation de la Confederation en diverses matieres, est evidemment sans aucune application a l'espece; il ne contient d'ailleurs nullement la garantie d'un droit constitutionnel des citoyens, et le recours est, de ce chef, dénué de fondement. 3° En revanche, il y a lieu d'examiner si la dite saisie, en tant que fondee sur une disposition de droit cantonal abrogee par le code federal des obligations, n'a pas ete mise en violation de l'art. 2 des dispositions transitoires de la Constitution federale, edictant qu'« Les dispositions des lois cantonales contraires a la dite constitution cessent d'etre en vigueur par le fait de l'adoption de celle-ci, (Oll) » de la promulgation des lois qu'elle prévoit. » Le Tribunal federal a admis qu'il y avait violation d'un principe de droit public, lorsque des decisions cantonales, en n'appliquant pas le droit federal a des matieres qu'il regit incontestablement, méconnaissent la force derogatoire du droit föderal et le principe contenu a l'art. 2 précité des dispositions transitoires de la Constitution federale. (Voir arrêts du Tribunal federal en les causes Gehrig contre Brühlin, Recueil XII, D47 s. S.; Find contre Christen du 21 Octobre 1887.) 4° Il est certain que les deux instances cantonales, qui ont statue sur la saisie provisionnelle, l'ont autorisée en premiere ligne en se fondant sur l'art. 1707 C. C. neuchatelois, H. Obligationenrecht. No 70. 433 lequel dispose que le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison lorsqu'ils ont ete deplaces sans son consentement, et qu'il conserve sur eux son privilege, pourvu qu'il ait fait leur revendication dans un delai de quinzaine. Ce n'est que secondairement et pour assurer l'execution du droit de suite prévu a l'art. 1707 précité, que les decisions cantonales visent les arts. 108 a HO C. P. C., réglant la competence du juge en matiere de mesures provisionnelles. Ces dispositions de procedure ne dominent point le litige, et c'est a tort que l'opposant au recours pretend contester la competence du Tribunal de ceans, par le motif que la mesure provisionnelle en question reposerait uniquement sur les articles susvisés. 5° Tout ce qui a trait au louage des choses se trouvant reglé par le Titre VIII du code federal des obligations, il resulte de l'art. 2 des dispositions transitoires de la Constitution federale, comme de l'art. 881 C. O., que l'art. 1707 du C. C. neuchatelois a ete abroge des la mise en vigueur du code federal. En effet, en application des prescriptions qui precedent, il y a lieu de considerer comme incompatibles avec le droit federal toutes les dispositions de droit cantonal appartenant au domaine juridique reglé par le code federal, sauf les reserves expresses formulees par ce code en faveur de certaines matieres cantonales. Les seules reserves faites, touchant le droit

cantonal, dans le Titre de louage des choses sont contenues aux articles 281 et 294 C. O., et n'ont nullement trait à l'espèce. Il suit de tout ce qui précède qu'en ordonnant, soit en maintenant la saisie provisionnelle du 21 Juin {1887, les autorités judiciaires neuchateloises ont fait application de dispositions du droit cantonal, alors que le code fédéral des obligations regissait seul la matière; cette décision est des 10rs en opposition flagrante avec le principe de droit public rappelé au considérant 3 ci-dessus, et elle ne saurait subsister. Le recours devant être accueilli à ce point de vue, il n'y a pas lieu, pour le Tribunal de ceans, comme Cour de droit I I: .i I 434 A. Staatsrechtliche Entscheidungen. H. Abschnitt. Bundesgesetze. public, de rechercher si le droit de suite de l'art. 1707 C. C. ne devrait pas être aussi considéré comme incompatible avec les dispositions de l'art. 294 susvisé C. O. Par ces motifs, Le Tribunal fédéral prononce: Le recours est admis, et l'arrêt de la Cour de Cassation civile de Neuchâtel du 25 Juillet 1887 maintenant l'ordonnance du président du Tribunal civil du 21 Juin précité est déclaré nul et de nul effet. ' 71. Urt-ei1 ~om 21. Dftober 1887 in Gachen ~ruril. A. stalj)ar ~lur} in Dber'oorf I)ot im 3ar,re 1885 (wie er be~au:ptet in @emeinfd)aft mit meI)eren anbern ~erfonen) uon 'Dem bamaligen @igentI)ümer ber Ziegenfd)aft UnterI)offtatt in Duerridenbad) (91ibwafben) imaria ~afer, einen ~I)eiI be~ 1885ger &euertrageß bieier Ziegenfd)aft um ben ~reH~ \)on 515 ~r. 35 <ittß. gefauft unb ben stallf:preiß beöaI)H. :I)a~ gdaufte .peu ~at. er" fotoei.t er eß für fid} fduft be~og, einer st~r, ~erfuttert, Die fld} fett :I)eöember 1886 nid)t meI)r in fetnem :)Sefi~e befinbet. Su imartlni 1886 geriet!) imarill jffia~er tn ston~ur~; b~ baß @ut UnterI)offtatt an ßffentHd}er Gtetgerung femer staufer fanb, fo wur'oe 'oa~ iogenannte jffiuurfl. l(erfaI)ren eingeleitet unb in bieiem gelangte ba~ @ut an ~oI)ann <itI)riften, @enoITenl.logt in jffiolfenfd}iefien, cM 3nI)aber ewer aUf 'oemfelben I)artenben @iHt. :I)a für bie auf 'oer Zie< genfd)aft r,aftenben 1885ger @ültöinfe auf bie le~te @ültll gefd}ältt worben war, fo I)atte ber neue @rwerber be~ ~ut~ biere Sinfen ~u be3a~len, erlangte baburd) aber an'oererfeit~ ba~ ~ed)t Aum „,slumenfud}enl', b. 1). ba~ ffied)t ben 1885ger „~(umenll (b. I). ben ~ut~ertrag beß 3aI)re~ 11385) fowie ba~ ?I)he~, ba~ \)on bemfelben gelioITelt, für ~i(gung bieler Siu~~ fd}ulb in ~nf:prltd} AU neI)men;, er belangte nun ben staf:par ~turi} auf 5Se3aI)fung ~on, 518 ~r., \1.1eil bieler in fraglid}em 11. Obligationen recht. N° 71. 43& metrage uom 1885ger „,slumen /I be~ @uteß Unter~offtatt be 3 ~ogen r,abe. st. ~turi} mad}te bieier ~nr:prad)e gegeniiber gel, tettb: mon einer „,S{umenforberuttg ll beß 3. <it~tifen ihm gegenüber tönne feine ffieile meI)r fein, ba ba~ 'Imlumenfud}e~11 ein rein bin~nd}e~ ffied)t jei un'o er nun weber ben „,slumen ll (baß &eu) m natura nod} fold}eß mie~ meI)r be~ßef Weld}eg ~om 1885ger „,slumen ll beg @uteß UnterI)offtatt genoffen I)alie. @\)entuell Wäre er uur in bemienigen mer~äftniIte \)erantwott. Hd}, in weId}em ber \)on feinem mie~ gen offene "mlumen/I öum geiamnten 1885ger @utßertrag unb bett nod) ~on 3. <it~tifen öU beöa~renben 1885ger @ütt~infett fte~e. :!)ie erfte 3nfhlU3, (baß stan, tonggerid)t \)on 91ibwalbw) \)lie~ bie stlage 'ourd} UrtI)ei1 \)om 13. ~l'rit 1887 ab, intlem eg außfii~rte: illad) bem „,@iiHenbud)ftalien II fönne bei @üHbefi~er/ rell'. an feiner Gtelle ber Ueberne~mer beg Ziegenfd)aftßwurfe~ auf eine le~te @ült, 10< fern ber Stuß nid)t red}töchtig lieöaI)rt werbe, barür baß Unter~ :pfanb 10\}tie ben "?Blumen,, un'o bag mie~, weld}eß bemfelben ä~e ober geiißt I)atte, in ~lifl'rud) neI)me. :I)emnad) fieUe fid) ba~ ffied)t be~ 1.,)sfumenflld}eng ll alß ein rein bingHd}eß ffied)t bar mit ~usid)lu~ ber :perfönHd)en &aftbarkeit be~ )Sefiße~ eine~ D\nglid} belafteten Dbieftelß. :I)a nun 'oer menagte öur Sett ntd}t me~t im ?Befi~e beß ~ou i~m gefauften ll UnterI)ot" ftattlilumenß 11 ober be~ GtlIcf~e~ mieI) fel, baß \)on bemfelben touiumid)I)abe, 10 fei betfelbe nfd)t meI)r ~aftbar.

~uf ~:Pl'ell(ltion be~ stlagerg \tlur'oe biefieß Ud~ell \)om Dbergerid)te De~ stan~ ton~  
9libwalDen Durd) @ntfd}eibung \)om 12. imai 1887 ba~in abgelineDert, ban ber ?Benagte  
Giß :p~id}tig erfflirt wurde, I,all 11 ben stlliger baß \)on imaria jffiafer getaufte 1885ger  
&eu ab I' 'Dem ~ute Unter~offtatt im mer~liftnin ber feftAufteUenben 1/ m:bred}nung ~11  
begüten/ wogegen I1 bfm )Setlagten ber ffiegraf) "gegen britte imitnu~er gewaf}d werbe.  
11 3n )Setreff ber ~ro~ 3efifoften wurde berfügt: „3. @ß fei ein @erid}tßgelb ~ou „50 ~r.  
feftgefteUt, bag ~:Pl'eUatld)aft bem ~l'\,ellanten, ber eg 11 borgeid}off eTI,  
öürüd~ubeguten f}at. 4. '1(n bie @erid)tßfoften II\or stantonggerid)t ~at stalf'a-c ~{Ut~ 25  
~r. un'o 30~ann „~rifen 5 ~r. öU entrid}ten. 5. ~n flimmtlid)e aufergerid)t, "lid)e stoffen  
~or stanton~: tlnb Dbergetid)t (123 ~r. 70 <ittß.)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.